

## Rues vidées



Sans abris expulsés

Depuis début janvier, les municipalités hongroises peuvent déterminer elles-même si elles acceptent que des clochards dorment sur leur territoire. Budapest a déjà commencé le nettoyage en décembre.

Personne ne peut dormir dans les 13 passages souterrains les plus fréquentés de Budapest depuis le 15 décembre. Les clochards ont ainsi tous disparus de ces lieux couverts, d'Astoria à la place Nyugati pour ne citer qu'eux, suite à la mesure prise par la mairie de Budapest. Depuis plusieurs mois, les travailleurs sociaux ont recensé les noms de 116 personnes dormant dans les passages souterrains. La plupart d'eux ont accepté les solutions de re-logement proposées par la mairie: 51 personnes ont ainsi accepté de déménager dans des centres d'hébergement et 26 d'entre eux sont en attente de logement. Cependant, selon les rapports officiels, 30 sans abris ont refusé l'aide de la municipalité. Ils ont ainsi quitté les lieux pour des destinations inconnues. Selon les associations civiles, ils se cachent en général dans les forêts des banlieues budapestoises.

Le nouveau maire de la capitale, István Tarlós avait officiellement déclaré en novembre qu'il souhaitait "nettoyer" les espaces publics de Budapest afin de satisfaire "l'intérêt général des 1,8 millions d'habitants de la ville". Il a ajouté que pour cette raison, on ne laisserait plus aux SDF la liberté de continuer à mener leur vie dans les gares et les passages souterrains. Ceux qui souhaitent rester pourraient être punis d'une amende de 50.000 HUF.

D'après une loi récemment adoptée, toutes les municipalités sont désormais libres, depuis début janvier, de régler elles-mêmes l'usage de leurs espaces publics. La loi énumère, parmi les attitudes susceptibles d'être réprimées, le fait de dormir dans la rue. Le VIII<sup>e</sup> arrondissement de Budapest vient ainsi d'adopter une mesure qui interdit de fouiller dans les poubelles à compter du 1<sup>er</sup> janvier, en indiquant qu'elle souhaite ainsi défendre la propreté du quartier.

Le commissaire des droits des citoyens au Parlement, Máté Szabó, a critiqué, d'un point de vue humanitaire mais aussi constitutionnel, le fait que l'État puisse ainsi sanctionner la vie dans les rues. Il a également adressé une lettre au maire István Tarlós et au ministre des affaires intérieures, Sándor Pintér, en leur demandant de s'expliquer sur la manière dont ils souhaitent apporter une réponse à la question des sans-abris à l'avenir.

Budapest a reçu 80 millions de HUF du gouvernement pour loger les sans abris. Actuellement environ 5000 à 5500 lits sont à la disposition des SDF auprès des institutions sociales budapestoises. Cependant les dortoirs en questions étaient déjà pleins en septembre. L'Ordre de Malte a même installé des lits dans des bureaux.

En 2010, environ 100 personnes sont déjà mortes de froid en Hongrie.

Judit Zeisler

•  
Catégorie  
Agenda Culturel